

09/09/2024

COMMUNIQUÉ DU BUREAU D'ESS FRANCE – 9 SEPTEMBRE 2024

ESS France, dont le bureau s'est réuni le 9 septembre 2024, prend acte de l'annonce de la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre.

L'Économie Sociale et Solidaire incarne bien souvent le premier kilomètre de l'intérêt général dans un contexte de désertification des territoires et de dégradation des services publics. Économie de l'insertion de toutes et tous dans la société, de la protection des plus vulnérables, de l'innovation sociale et environnementale, elle est essentielle et présente dans le quotidien de millions de citoyens. L'ESS, par sa contribution, permet d'importants coûts évités pour la puissance publique. Surtout elle permet des « coups évités » : elle représente un véritable filet de sécurité pour la cohésion sociale, la vitalité de notre démocratie ou encore la dignité des personnes.

ESS France tient à souligner l'importance de maintenir un portefeuille ministériel explicitement dédié à l'ESS, et positionné au sein du ministère de l'Économie et des Finances.

Alors que tout semble indiquer que la réduction des dépenses publiques constituera une priorité du futur gouvernement, le bureau d'ESS France fait part de sa vive **inquiétude quant aux conséquences d'une politique d'austérité qui concentrerait ses économies sur des actions constitutives de notre contrat social telles que la prise en charge des publics vulnérables, en matière de santé ou encore d'inclusion**. Les acteurs de ses secteurs alertent depuis des années sur les difficultés économiques rencontrées et leurs conséquences sur la dignité des personnes prises en charge. Amplifier l'austérité sur ces sujets, c'est décider d'un plan social massif dans les entreprises et organisations de l'Économie sociale et solidaire. À des coupes directes, s'ajouterait une autre menace : celle des coupes indirectes via les budgets des collectivités territoriales, subissant eux aussi une politique d'austérité. Ces budgets doivent être sanctuarisés.

Le bureau d'ESS France témoigne d'une **vive préoccupation quant aux coupes budgétaires annoncées dans les lettres de cadrage du précédent gouvernement en matière de transition écologique** : toute diminution des dépenses en la matière serait largement incompatible avec le caractère indispensable et urgent d'une politique publique ambitieuse pour lutter contre le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

La société civile a joué un rôle sans précédent pour empêcher l'accession de l'extrême droite au pouvoir. Elle a été au rendez-vous, n'ignorant pas les conséquences délétères que les politiques prônées par l'extrême droite auraient inévitablement sur les plus vulnérables, pour l'égalité des droits, et face aux urgences climatiques et sociales. Quand bien même l'extrême droite promettait une politique pro business, aucune entreprise de l'ESS ne peut tolérer que le racisme, l'inégalité et les discriminations servent de boussole au gouvernement de la France.

Nous voulons exprimer notre profonde inquiétude si demain la politique de la France devait s'appuyer sur les voix de l'extrême droite et s'inspirer de son projet. Ce n'est pas le sens du vote exprimé par le peuple français qui a constitué un front républicain pour déjouer cette perspective funeste.

Enfin nous voulons dire qu'un gouvernement sans majorité au parlement doit savoir se retourner vers la société civile pour penser et mettre en œuvre les transformations dont notre pays a besoin. La situation inédite créée par l'élection législative peut offrir à la France la possibilité d'une étape nouvelle vers une démocratie moins intermittente et plus approfondie qui encourage la coopération entre le pouvoir politique et la société civile. L'Économie Sociale et Solidaire doit inspirer et irriguer la

09/09/2024

vie démocratique de notre pays : elle a l'expérience du compromis et du dialogue, qu'elle expérimente au quotidien dans ses organisations et une boussole, ses valeurs et principes, qui peuvent faire l'objet de larges coalitions dépassant les logiques de partis.

ESS France se tient à la disposition du gouvernement pour engager ce dialogue.

ESS France

ESS France est reconnue comme l'association représentative des acteurs et réseaux de l'économie sociale et solidaire par la loi du 31 juillet 2014. Elle porte la voix de référence de l'ESS en tant que « mode d'entreprendre et de développement économique » rassemblant les organisations et entreprises fonctionnant selon les principes démocratiques, à lucrativité encadrée et ayant pour finalité l'utilité sociale ou un intérêt collectif.

Relations presse :

Constance BAUDRY, constance.baudry@agence-constance.fr, 06 82 43 69 62

ESS France :

Antoine DETOURNE, a.detourne@ess-france.org, 06 74 32 54 94